



## Recueil de la jurisprudence

Affaire C-206/11

**Georg Köck**  
**contre**  
**Schutzverband gegen unlauteren Wettbewerb**

(demande de décision préjudicielle, introduite par l'Oberster Gerichtshof)

«Protection des consommateurs — Pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur — Réglementation d'un État membre prévoyant une autorisation préalable pour l'annonce des soldes»

Sommaire – Arrêt de la Cour (première chambre) du 17 janvier 2013

1. *Rapprochement des législations — Pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs — Directive 2005/29 — Champ d'application — Réglementation nationale prévoyant une autorisation préalable pour l'annonce des soldes — Réglementation poursuivant des finalités tenant à la protection des consommateurs — Inclusion*

*[Directive du Parlement européen et du Conseil 2005/29, 8<sup>e</sup> considérant, art. 1<sup>er</sup> et 2, d)]*

2. *Rapprochement des législations — Pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs — Directive 2005/29 — Réglementation nationale interdisant une pratique commerciale pour le seul défaut d'une autorisation préalable, sans l'examen de son caractère déloyal éventuel — Inadmissibilité*

*(Directive du Parlement européen et du Conseil 2005/29)*

1. Voir le texte de la décision.

(cf. points 25-33)

2. La directive 2005/29, relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur, doit être interprétée en ce sens qu'elle s'oppose à ce qu'une juridiction nationale ordonne la cessation d'une pratique commerciale ne relevant pas de l'annexe I de cette directive, au seul motif que ladite pratique n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de l'administration compétente, sans pour autant procéder elle-même à une appréciation du caractère déloyal de la pratique concernée au regard des critères énoncés aux articles 5 à 9 de ladite directive.

Certes, une réglementation nationale qui prévoit un contrôle anticipé et préventif des pratiques commerciales déloyales est conciliable avec le régime instauré par la directive 2005/29, cependant cette réglementation ne peut interdire une telle pratique commerciale au seul motif de l'absence d'une autorisation préalable de l'administration compétente. En effet, d'une part, une telle réglementation exclurait le contrôle desdites pratiques commerciales et, d'autre part, en prévoyant un contrôle postérieur à l'interdiction prévue pour le non-respect de l'obligation d'autorisation préalable, cette

réglementation priverait la pratique, en raison de sa nature et en particulier du facteur du temps y inhérent, de tout sens économique pour le professionnel. Une telle réglementation nationale reviendrait ainsi à édicter une interdiction générale des pratiques commerciales mises en œuvre dans le cadre d'un régime particulier, alors que le caractère éventuellement déloyal de celles-ci n'a même pas été apprécié selon les critères énoncés aux articles 5 à 9 de la directive.

(cf. points 45-50 et disp.)